

REVUE ETRANGERE.

FRANCE.

La lutte paraît décidément engagée, en France, entre les Monarchistes et les Républicains. L'attitude du comte de Chambord et les menées du gouvernement de M. de Broglie préoccupent vivement le public et les journaux. Pendant que le chef de la maison de France se laisse prêter par ses partisans toutes sortes de projets plus ou moins contradictoires, le nouveau gouvernement du maréchal MacMahon et du duc de Broglie accentue chaque jour plus énergiquement sa politique réactionnaire et conservatrice. Le ministère monarchiste s'attaque résolument aux institutions républicaines dont il a déjà renversé plusieurs, et travaille en même temps à opérer une réaction dans le sens royaliste et catholique. Les mesures passées à la fin de la session pour rétablir dans leurs fonctions les aumôniers de l'armée supprimés par le gouvernement du 4 septembre, ainsi que pour obliger les troupes à assister aux cérémonies du culte le dimanche et les jours consacrés, ont été mises à effet. Les travaux pour la construction de l'église du Sacré-Cœur sur la colline de Montmartre sont aussi commencés et sont poussés avec vigueur. Tout cela constitue une réforme radicale et est le signe d'un achèvement prompt et rapide vers une restauration décisive des institutions monarchistes et catholiques.

Les partisans de la République s'agitent et réclament contre ces empiétements du parti de la Droite, qu'ils dénoncent comme illégaux et comme une violation des droits du peuple. Le gouvernement, toutefois, semble ne tenir aucun compte de leurs réclamations et de leurs menaces. Le premier ministre de Broglie a prononcé ces jours derniers, à Lyon, un discours énergique où il définit sans ambage la politique du ministère et de la majorité qu'il représente. Le chef du cabinet a déclaré en cette circonstance qu'une guerre à mort était engagée entre les deux principes contraires de l'ordre et de l'anarchie. Il appelle ordre tout ce qui est monarchiste, et anarchie tout ce qui ne l'est pas. Ce discours a causé beaucoup de sensation parmi le peuple et dans les journaux. L'assurance de M. de Broglie, qui paraît ne douter de rien, semble un peu imprudente et dangereuse à plusieurs. La position du gouvernement vis-à-vis de l'Assemblée étant loin d'être forte, on préférerait lui voir suivre une ligne de conduite moins hardie et plus conciliante. D'un autre côté, cependant, si les monarchistes sont résolus à frapper un grand coup prochainement, le gouvernement n'a que faire de se préoccuper de la manière dont l'Assemblée prisera ses actes, et il doit pousser les choses avec promptitude et hardiesse.

Ce qui semblerait indiquer que la Droite médite quelque coup décisif, c'est que les monarchistes travaillent sourdement à se concilier l'armée, dont le concours serait d'une nécessité absolue dans le cas d'un coup d'état. Deux journaux bien posés, le Temps et le Constitutionnel, annoncent à ce propos que les légitimistes auraient trouvé un moyen propre à concilier en même temps les répugnances de l'armée à reconnaître le drapeau blanc et l'obstination du comte de Chambord à ne pas reconnaître le drapeau tricolore. D'après cette nouvelle combinaison, le comte conserverait le drapeau fleurdelisé comme drapeau de la monarchie et étendard civil et politique de la France, et maintiendrait le drapeau tricolore comme drapeau de l'armée. Cette concession, au cas où la rumeur dont nous parlons sur la foi du télégraphe serait fondée, serait propre à effacer les préjugés que nourrissent un grand nombre d'officiers et de soldats contre la monarchie.

En même temps, un projet de constitution serait préparé par les membres de la Droite et présenté au comte de Chambord pour être accepté par lui. Si Henri V reconnaît cette constitution, le gouvernement ou l'Assemblée, suivant que le coup d'état sera fait par l'un ou par l'autre, le proclamera roi.

Tout cela doit être accepté comme tout ce qui nous vient par le câble. Mais, cependant, il est facile de déduire de tout ce qui se passe qu'un mouvement réel et sérieux se produit en ce moment vers une restauration monarchiste. On peut s'attendre que les partis, qui ont été retenus jusqu'ici par la présence des troupes étrangères sur le territoire, vont se livrer un combat décisif, aussitôt l'évacuation terminée. Et cet instant approche. Le paiement du troisième quart du dernier milliard de l'indemnité a été achevé le 6 courant. Le reste de la somme sera prêt à être livré dans quelques jours, et l'évacuation sera complétée le 5 septembre. Un journal allemand de New-York croit pouvoir prédire que le départ des Prussiens sera le signal de la guerre civile.

L'attitude de MacMahon au milieu de toutes ces intrigues, reste inexplicable. On hésite à croire que le maréchal, qui a promis solennellement à l'Assemblée de ne rien laisser faire qui soit en contradiction avec les instructions qu'elle lui a données et de nature à porter atteinte à ses privilèges, peut prêter les mains à ces complots qui tendent à détruire l'état de chose actuel.

L'incertitude produite par les événements qui s'accomplissent en ce moment, donne lieu à toutes sortes de rumeurs plus folles les unes que les autres. La plus burlesque de ces rumeurs est celle mise en circulation par la Tribune de New-York. D'après ce journal, MacMahon serait en rapport avec les bonapartistes et travaillerait au rétablissement de l'Empire. Il serait inspiré en cela par des vues d'ambition et d'intérêt, car la base de l'arrangement convenu entre lui et les impérialistes reposerait sur le mariage projeté du prince impérial avec la fille du maréchal président. On est étonné de voir la Tribune, qui est une de

feuilles les plus importantes des Etats-Unis, lancer une telle bouffée sérieusement.

Dans le même moment que Rochefort s'achemine vers la Nouvelle-Calédonie, où M. de Broglie, moins sensible que M. Thiers, persiste à expédier le chef commun aux malgré l'intervention officieuse de Victor Hugo, le procès du maréchal Bazaine se prépare activement. Les procédés commenceront au mois prochain sous la direction du duc d'Aumale. Plus de deux cents témoins devront comparaitre, dont les principaux sont les maréchaux Canrobert et LeBœuf, les généraux Changarnier, Palikao et Bourbaki, et MM. Gambetta et Jules Favre. Les juges sont les généraux Dalhèsme, de Martimprey, Tripier de la Motte et Chabeau-Latour. Le maréchal est accusé d'avoir rendu la forteresse de Metz sans avoir épuisé tous les moyens de défense, et d'avoir fait déposer les armes à ses troupes avant d'avoir accompli tout ce que l'honneur et le devoir lui prescrivaient d'accomplir. Ces deux crimes sont punissables de mort et de dégradation militaire, suivant les articles 209 et 210 du code de justice militaire.

Le comité de permanence, nommé par l'Assemblée pour exercer la surveillance pendant la vacance, est entré en fonction. Ce comité est composé de manière à représenter aussi exactement que possible les diverses opinions qui se partagent la Chambre. On compte dans son sein sept députés de la Droite, huit du Centre droit, cinq du Centre gauche, quatre de la Gauche et un bonapartiste.

ESPAGNE.

Si l'on en croit les dernières dépêches, les insurrections communistes de Valence et de Carthagène n'auraient été qu'imparfaitement étouffées par les troupes du gouvernement. Les radicaux ont repris pied et leurs mouvements seraient de nature à inquiéter sérieusement les autorités de Madrid. Cela empêchera le gouvernement de pouvoir concentrer ses forces contre les Carlistes et diminuera d'autant ses chances de succès de ce côté.

Le câble annonce chaque jour quelque nouvelle victoire remportée par les troupes de Don Carlos. Le Prétendant est présentement maître de toute la Navarre, à l'exception de Pampelune et de Vittoria. Mais ce n'est là encore qu'un avantage relativement peu décisif. Les insurgés n'ont pu encore réussir à s'établir solidement dans les autres provinces et leurs succès sont confinés à la Navarre, qui n'est qu'une petite portion du nord de l'Espagne. Il y a déjà plusieurs mois qu'ils combattent et ils n'ont pu obtenir d'autre succès que de se rendre maîtres des frontières des Pyrénées. Espérons toutefois que la valeur des troupes légitimistes triomphera des obstacles de tous genres contre lesquels elles ont à lutter, et que l'avènement de Don Carlos viendra délivrer l'Espagne du joug révolutionnaire.

Les insurrections de la Navarre et de Carthagène ont donné lieu à deux complications internationales. D'un côté, un navire anglais, chargé de munitions pour les Carlistes, a été capturé par un vaisseau du gouvernement sur les côtes du nord et enfermé dans le port de St. Sébastien, où les autorités espagnoles vont lui faire un procès en règle. De l'autre, l'intervention officieuse de la Prusse dans la révolte de Carthagène, menace d'amener une complication sérieuse entre les deux puissances. Le capitaine prussien Werner a refusé de livrer aux autorités de Madrid les deux vaisseaux insurgés pris par lui, sous prétexte qu'il n'a pas reçu d'instructions à cet effet de ses maîtres de Berlin. Les insurgés menacent de bombarder à la fois le vaisseau prussien et le navire de guerre envoyé de Madrid pour demander la livraison des deux frégates prises aux rebelles par le vaisseau prussien. La Prusse aura là une excellente occasion de pouvoir pêcher en eau trouble. Son attitude indique qu'elle est résolue sérieusement à intervenir dans les affaires d'Espagne et à faire tout en son pouvoir pour établir son protectorat sur la péninsule d'une manière ou d'une autre.

Pendant ce temps, les Cortès élaborent leurs projets de constitution fédérale, comme si l'ennemi n'était pas à leurs portes et si leur autorité ne tenait pas à un fil. Le gouvernement actuel a compris la nécessité de rompre avec le radicalisme que les excès faits par les communistes d'Alery et de Valence, ont rendu odieux. Les Cortès ont passé des résolutions pour autoriser le gouvernement à procéder contre ceux des membres de cette chambre qui ont été compromis dans les insurrections socialistes. En dépit de l'opposition de l'extrême Gauche, ces résolutions ont été adoptées avec une forte majorité. Ce fait indique chez le gouvernement actuel un retour à la raison et à l'honneur.

ANGLETERRE.

La reconstruction du cabinet Gladstone est terminée. Les changements opérés ne paraissent pas, toutefois, avoir contribué à renforcer beaucoup la position du ministère. Des élections partielles qui venaient d'avoir lieu pour remplir quelques sièges vacants, se sont terminées par la défaite des candidats ministériels, et les conservateurs entrevoient, pour les prochaines élections générales, un espoir de triomphe pour leur parti.

ETATS-UNIS.

La question du Césarisme continue de préoccuper l'attention publique aux Etats-Unis. Les élections qui ont eu lieu dans l'Ouest ont amené le triomphe des adversaires de Grant. C'est l'effet de la conduite du dernier congrès qui s'est rendu impopulaire en votant la loi inique de l'augmentation de salaire des membres avec effet rétroactif de quatre années.

Le procès du capitaine Jack et de ses compagnons est terminé. On ignore encore de quelle nature sera le jugement

qui sera rendu. Le rapport des procédés n'a pas encore été publié. La société de secours aux Indiens a présenté, de la part des Modocs, une défense et une justification de la conduite des chefs de cette malheureuse tribu. Il résulterait des faits allégués dans cette défense que les Modocs ont été dans leur droit et n'ont aucunement violé le droit des gens, tandis que les Américains eux-mêmes se seraient rendus coupables de semblables violations à l'égard des Indiens. Il y a peu de fond à faire sur ces réclamations et peu de justice à attendre d'un tribunal qui est à la fois juge et partie.

A. GÉLINAS.

LE BALLON DU GRAPHIC.

Le projet du professeur Wyse de traverser l'Amérique en Europe en ballon continue de préoccuper les esprits. C'est en 1844 que le professeur crut acquérir la certitude de l'existence à la hauteur d'un mille et demi, d'un courant d'air permanent de l'Ouest à l'Est, et qu'il émit l'idée de la possibilité de maintenir assez longtemps dans ce courant d'air un ballon pour pouvoir aisément passer de ce continent en Europe. Depuis cette époque la plupart des aéronautes sont devenus familiers avec ce fait qu'ils ont pu constater dans leurs différentes ascensions.

Il existe donc deux faits, dont l'incertitude rend la possibilité du projet du professeur Wyse, excessivement douteuse, c'est-à-dire la possibilité de maintenir un ballon à une hauteur déterminée pendant un espace de temps suffisant pour pouvoir traverser une distance de 3,000 milles, et l'existence du courant d'air constant, sans lequel l'entreprise est absolument impossible.

SINISTRE.

Les journaux américains ont été remplis, la semaine dernière de détails navrants sur l'incendie du *Wawaset*, l'un de ces jolis bateaux à vapeur, que toutes les annonces appellent "favorite," et qui fait les excursions du Potomac, depuis Washington jusqu'à la baie de la Chesapeake. Le matin, il était parti avec 117 passagers, pour Cone River, et il en avait pris encore d'autres à différents endroits où il avait fait escale.

Soudain le navire prit feu dans le fond de cale et les flammes se propagèrent avec une telle rapidité qu'il fut bientôt inutile de chercher à les maîtriser.

Une scène terrible de confusion eut lieu alors. Ainsi que la chose arrive en pareil cas, tout le monde perdit la tête; les gens se jetaient à l'eau sans raison et n'avaient pas même l'idée de se servir des moyens de sauvetage dont le bateau était pourvu.

Le steamer fut dirigé vers le rivage, dès qu'on s'aperçut qu'il y avait le feu à bord. Mais le Potomac est large, en cet endroit, et le navire était déjà à moitié consumé, quand le pilote réussit à le faire échouer, à environ 180 mètres de la rive. C'était une bien faible distance entre la vie et la mort, et pourtant une centaine de personnes se noyèrent. Plusieurs parvinrent à se sauver en restant sur le bateau jusqu'à ce qu'on vint à leurs secours.

La conduite du pilote John Boswell est l'objet d'éloges unanimes. Après avoir échoué le *Wawaset* au Chatterton's Landing et être resté à son poste jusqu'au moment où il y fut littéralement enveloppé par les flammes, il s'élança à l'eau et gagna la rive à la nage en sauvant deux dames, puis revint à diverses reprises sur le lieu du sinistre et sauva encore onze passagers. Deux fois il saisit Mme Reed, la femme d'un officier de police; mais cette dame qui, paraît-il, avait entièrement perdu la tête, se débarrassa de son étreinte et refusa de se laisser sauver. L'homme de police en question a perdu à la fois dans cette catastrophe sa femme, ses trois enfants, l'une de ses nièces et une tante.

NOS GRAVURES.

LA GRANDE DUCHESSE.

On sait que le duc d'Edinburg, l'un des fils de la reine Victoria, doit épouser bientôt la grande duchesse Marie Alexandrovna de Russie, fille unique de l'empereur de Russie. Elle a vingt-un ans, neuf ans de moins que son futur époux. Elle est jolie, intelligente et aimable. Pour une princesse c'est assez de qualités à la fois. Le duc fit sa connaissance à St. Pétersbourg et la trouva immédiatement de son goût. Mais il paraît que parmi les princes, comme parmi les simples mortels, les mariages ne se font pas sans difficultés. On exigeait d'abord à la cour de Russie que le duc d'Edinburg s'engageât à passer tous les ans six mois en Russie; mais le duc refusa de prendre cet engagement et on n'insista pas en Russie. Comme la princesse appartient à la religion grecque, on fut obligé de faire à ce sujet des arrangements tout particuliers pour les enfants. Il fut convenu qu'elle resterait dans la religion grecque, mais que les enfants, s'il y en a, seraient élevés dans la religion anglicane. On dit que la dot de la fiancée sera une rente annuelle de 80 à \$100,000, et un petit capital de 800,000 à un million de piastres.

LORD DUFFERIN A CHARLOTTETOWN.

La visite de Lord Dufferin à l'île du Prince Edouard a été une ovation continuelle. Charlottetown, la capitale de l'île, est une charmante petite ville de 10,000 âmes, bien bâtie et pourvue de rues larges. On y remarque de magnifiques villas, d'excellentes maisons d'école et un couvent catholique qui jouit d'une grande réputation, même parmi les protestants. L'une de nos gravures représente l'arrivée du Gouverneur à Charlottetown. On peut voir que rien n'avait été négligé pour lui faire honneur. Les décorations les arcs de verdure, et les inscriptions ne manquaient pas. Le départ de Lord et de Lady Dufferin de Charlottetown eut lieu, à trois heures du matin après un bal.

TERRASSEMENTS EN FACE DES BATISSSES DU PARLEMENT.

On a commencé à transformer en terrasse le terrain qui se trouve en face des bâtiments du Parlement. Cette terrasse sera digne des édifices publics, comme on peut le voir par notre gravure.